

« INVESTISSEMENTS DANS LES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES »
TYPE D'INTERVENTION RÉGIONALE 73.03 DU PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

7. PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe
Relevé d'identité bancaire (RIB) indiquant le n° IBAN	Tous	<input type="checkbox"/>
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>
Attestation à jour de régularité fiscale délivrée par les services fiscaux pour le demandeur	Tous	<input type="checkbox"/>
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 1 : relative au respect des règles de la commande publique	Tout demandeur soumis à la commande publique	<input type="checkbox"/>
Annexe 2 : Matières premières utilisées et produits fabriqués	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 3 : Comptes de résultats prévisionnels de l'entreprise	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 4 : Présentation de l'entreprise et du projet	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 5 : Critères de sélection	Tous	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives demandées dans l'annexe 5 pour notation dossier	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 6 : Aides perçues sur les 3 derniers exercices	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 7 : autodiagnostic environnement	Tous	<input type="checkbox"/>
Liasses fiscales des deux derniers exercices clos	Tous	<input type="checkbox"/>
Liasses fiscales de l'exploitant du site pour les deux derniers exercices clos	Si le demandeur n'est pas l'exploitant du site	<input type="checkbox"/>
Organigramme de l'entreprise daté et signé par la personne habilitée à engager la structure	Tous	<input type="checkbox"/>
K-bis de moins de 3 mois	Pour les personnes morales / forme sociétaire	<input type="checkbox"/>
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir accordé au signataire par le représentant légal	Pour les personnes morales	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts datés et signés	Tout demandeur disposant de statuts	<input type="checkbox"/>
Délibération ou procès-verbal de l'organe compétent approuvant l'opération et son plan de financement. Cette délibération doit mentionner le montant d'autofinancement et le montant de prêt.	Dès lors que les statuts le prévoient	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Pour les associations	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif	Pour les coopératives	<input type="checkbox"/>
Agrément de l'abattoir	Pour les abattoirs	<input type="checkbox"/>
Etude de faisabilité technique, économique et financière	Pour les abattoirs	<input type="checkbox"/>
Organigramme juridique du groupe signé, mentionnant, pour chaque entité juridique, la répartition du capital, les actionnaires détenant plus de 25% du capital et les effectifs (visé par la personne habilitée à engager la structure)	Groupes ou entreprises appartenant à un groupe	<input type="checkbox"/>
Pour tout actionnaire ou filiale à plus de 25% : joindre les 2 dernières liasses fiscales ou les comptes consolidés des 2 derniers exercices clos	Groupes ou entreprises appartenant à un groupe	<input type="checkbox"/>
Le dernier budget voté	Pour des investisseurs publics	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et son plan de financement. Cette délibération doit mentionner le montant d'autofinancement et le montant de prêt.	Pour des investisseurs publics	<input type="checkbox"/>
Attestation de non récupération de la TVA	Si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC	<input type="checkbox"/>
Attestation présentant le taux de récupération de la TVA par le biais du FCTVA	Pour les collectivités territoriales	<input type="checkbox"/>
Récépissé déclaration ICPE ou arrêté d'enregistrement / d'autorisation ICPE	Si l'entreprise demandeuse relève des ICPE	<input type="checkbox"/>
Copie du dossier de déclaration ou de modification ICPE incluant le projet, objet de la demande d'aide, envoyé aux autorités compétentes + Accusé réception du dossier transmis aux autorités compétentes (ou preuve d'envoi)	Si l'entreprise demandeuse relève des ICPE	<input type="checkbox"/>

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe
Joindre la pièce prouvant la correction des anomalies constatées (levée de mise en demeure...)	Pour les entreprises qui ont fait l'objet, dans les 2 ans précédant la présente demande, d'un PV de constat d'infraction ou d'une mise en demeure pour non respect de la réglementation en matière d'environnement, d'hygiène alimentaire ou du bien-être animal	<input type="checkbox"/>
Autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau et, le cas échéant, la convention de déversement mise à jour (y compris en l'absence de modification des rejets). A défaut de mise à jour des documents, le porteur de projet devra produire un courrier signé de la collectivité, propriétaire de l'outil d'assainissement, attestant que le projet d'investissement, objet de la demande d'aide, ne remet pas en cause la convention de déversement existante.	En cas de rejet d'effluents dans un système d'assainissement collectif ou dans un réseau pluvial	<input type="checkbox"/>
Titre de propriété du terrain (acte notarié ou titre de propriété de moins de 3 mois)	Dans le cas d'un investissement réalisé sur un terrain appartenant au porteur de projet	<input type="checkbox"/>
Titre de propriété du bâtiment (acte notarié ou titre de propriété de moins de 3 mois)	Dans le cas d'un investissement réalisé dans un bâtiment appartenant au porteur de projet	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire (ou autre forme : convention, mandat, bail spécifique...)	Dans le cas d'un investissement réalisé sur un terrain ou dans un bâtiment appartenant à un tiers	<input type="checkbox"/>
Arrêté définitif de permis de construire ou déclaration préalable de travaux (bâtiment, station d'épuration, bassin tampon) avec certificat de non-opposition délivré par la commune	Selon projet	<input type="checkbox"/>
Plan cadastral, plan de situation, plan d'aménagement intérieur précisant la destination des locaux et de leurs surfaces	Selon projet	<input type="checkbox"/>
Plan de développement ou étude de marché ou étude de faisabilité ou audit stratégique	Tous	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté : - 1 devis pour les dépenses inférieures à 4 000 € HT - 2 devis comparables pour les dépenses comprises entre 4 000 € HT et 90 000 € HT - 3 devis comparables pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT	Tous	<input type="checkbox"/>
Fournir un argumentaire et les pièces permettant de justifier de l'impossibilité de joindre le nombre de devis demandés (fournisseur exclusif, brevet, preuves de demandes de devis...)	Tout demandeur qui ne peut produire le nombre de devis demandés	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives relatives au respect des règles de la commande publique	Tout demandeur soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>
Tableau excel détaillé des devis retenus dans la demande d'aide et des devis concurrents	Tous	<input type="checkbox"/>
Joindre un argumentaire permettant de démontrer que les deux projets sont bien indépendants l'un de l'autre	Tout demandeur ayant déjà un dossier FEADER en cours sur le site concerné par la présente demande d'aide	<input type="checkbox"/>
Document probant attestant de l'obtention de la participation du secteur privé	En cas de contributions privées	<input type="checkbox"/>
Document probant attestant de l'obtention de la participation du secteur public	Si financement public attendu pour le projet et sollicité dans le cadre d'une autre demande	<input type="checkbox"/>
Attestation de financement de la banque ou accord de principe sous réserve de l'attribution de l'aide (le montant pouvant être accordé doit être précisé)	En cas d'emprunt	<input type="checkbox"/>
Toute pièce complémentaire qui pourrait être demandée par le service instructeur dans le cadre de l'instruction de la demande d'aide	Tous	<input type="checkbox"/>

Attention : l'absence de justificatifs obligatoires entraîne la non-complétude de votre dossier et ne permet pas de réceptionner votre dossier complet. Elle entraîne de fait l'inéligibilité de votre demande.